

Six idées reçues sur la Chine et le Monde au XXIème siècle

Publié le 15 mars 2021



Ces dernières années ont vu une évolution rapide et spectaculaire de la place de la Chine dans l'équilibre mondial. Que ce soit au plan commercial, militaire ou géostratégique, il n'y a plus un seul pan des relations internationales qui ne soit impacté par ce pays. Essayons ici de revenir sur quelques idées communément reçues sur ce sujet et de montrer qu'elles ne correspondent plus à la réalité de ce début de XXIème siècle.

- Première idée reçue : en politique intérieure, le libéralisme économique de la

Chine la conduira nécessairement au libéralisme politique
Cette affirmation ne repose pour l'instant sur aucune réalité tangible. Au contraire, l'actuel président chinois, M. Xi Jinping, est plutôt en train d'imposer une discipline stricte au sein du parti qui lui-même contrôle tous les rouages de l'économie du pays. Par exemple, il a mis fin à la limite des mandats présidentiels. Car, si son prédécesseur, M Hu Jintao, avait impulsé une croissance économique spectaculaire, son mandat avait été marqué par une recrudescence de la corruption et du factionnalisme, notamment de la part de M. Bo Xilai, dirigeant de Chogqing (municipalité de trente millions d'habitants !) et de M. Zhou Yongkang, ancien chef tout puissant de la sécurité intérieure. M Xi est persuadé que ces tendances pourraient freiner la revitalisation du pays et estime donc nécessaire de restaurer un pouvoir fort. Si malgré (ou grâce ?) à cela, il reste extrêmement populaire, c'est que tout le long de l'histoire chinoise qui remonte à plusieurs millénaires, la population a appris qu'elle ne souffrait jamais autant que lorsque le gouvernement central était faible et divisé, comme au cours du siècle qui a suivi la guerre de l'opium (1839-1942) pendant lequel elle fut ravagée par les invasions étrangères, les guerres civiles et les famines. De façon générale, il est difficile de comprendre l'acceptation du peuple chinois envers les décisions centralisées et parfois autoritaires du parti si on ne la rapporte pas à la mémoire des terribles souffrances qu'il a endurées dans son histoire. Souffrances liées aux contraintes de la nature qui occasionnent des disettes et des famines (pratiquement une par an depuis le début l'ère chrétienne), à la mortalité très élevée, notamment la mortalité infantile et enfin aux incessants soulèvements de généraux ou révoltes paysannes qui entretenaient un climat permanent de guerre civile. Cette situation de misère paysanne généralisée (due aussi à l'insuffisance des rendements agricoles) et de faiblesse politique centrale a entrainé à la fin du XIXeme siècle un quasi-dépècement territorial et économique de l' « Empire du milieu » de la part des puissances étrangères dont la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Russie, la France et surtout le Japon qui a envahi militairement le pays. Il semble évident que le souvenir de cette humiliation et de cette souffrance est un trait dominant de la mentalité populaire chinoise.
Ce qui chagrine donc les dirigeants occidentaux et leurs grands amis dirigeants des multinationales est donc bien le constat suivant : le Parti communiste chinois (PCC) n'a pas été dompté par le commerce. Ce parti-Etat exerce toujours un contrôle ferme sur l'économie chinoise et les géants du capitalisme ne peuvent pas y faire des affaires comme ils le souhaiteraient. Cela vaut pour les industries traditionnelles, telle la sidérurgie, mais aussi pour les géants du Web comme Google, Amazon et Facebook car les 802 millions d'internautes chinois (57 % de la population) et leurs données demeurent hors d'atteinte des GAFA, ce qui fait de la Chine un des rares endroits du monde qui échappe à leur emprise. Avec Alibaba – sorte d'Amazon chinois qui emploie 22000 personnes dans plus de 70 villes dans le monde -, Tencent Weibo (un réseau social , WeChat (une application de messagerie)…la Chine a développé ses propres technologies numériques et commerciales.

- Deuxième idée reçue : dans la mondialisation, le système étatique de la Chine ne fonctionne pas et elle restera faible sur le plan technologique

Nous sommes là devant un présupposé de toute pensée néolibérale chère aux économistes occidentaux : en dehors de la loi du marché régulant des opérateurs privés dans une concurrence libre et non faussée, point de salut ! En conséquence, il suffit d'attendre et l'économie chinoise, basée sur une forme inédite de capitalisme d'Etat va s'effondrer d'elle-même. Là aussi, la réalité est toute autre.
En fait, pour sortir d'une relative stagnation et du repli de la période maoïste, vers la fin des années 1970, les dirigeants communistes ont utilisé des outils à leur disposition pour favoriser les exportations, moteurs de leur croissance : une main-d'œuvre nombreuse, instruite, disciplinée et faiblement payée ; des capitaux étrangers en quête de nouveaux marchés ; et des institutions internationales favorables au libre échange. Ainsi, après avoir hésité, la Chine a rejoint en 2001 l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et rapidement son économie est devenue une des premières du monde : son PIB atteignait 11 000 milliards de dollars en 2016 contre 19 000 milliards pour l'économie américaine. On peut donc affirmer - sans rien idéaliser et sans masquer une contrepartie inquiétante en terme de libertés publiques - qu'il y a eu en quarante ans une nette amélioration des conditions de vie de la population chinoise sous un régime communiste qui a sorti huit cents millions de personnes de la pauvreté et créé la plus grande classe moyenne du monde.
Cette orientation est maintenant assumée par le pouvoir chinois qui affiche une vision claire de l'avenir de son économie. Des programmes comme « Made in China 2025 » ou les nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative, BRI) avec leurs projets d'infrastructure, illustrent cette volonté de devenir un acteur de premier rang dans les industries nouvelles. Les dirigeants chinois actuels comme M. Xi semblent avoir compris que leur pays ne peut poursuivre sa course à la croissance en ignorant son coût social et environnemental. Nous verrons dans les années à venir si ces annonces sont suivies d'effets. Notons enfin que, depuis 1953, la Chine expose ses priorités de développement dans des plans quinquennaux, une caractéristique majeure du système chinois de gouvernance. Ainsi, la direction du Parti communiste chinois a conclu fin octobre 2020 une session de quatre jours pendant laquelle les principaux décideurs se sont déclarés en phase avec les discussions du 14eme plan quinquennal du pays (2021-2025). A l'ordre du jour figuraient également des objectifs pour 2035.
Les orientations récentes de l'économie chinoise semblent encore conforter sa nature solide et pérenne car les exportations ne sont plus maintenant les seules locomotives. La consommation intérieure (43% du PIB) et les investissements (40% du PIB) ont pris le relais. Comme se plait à souligner M. Xi et son équipe : « Nous avons un marché de 1,4 milliards d'habitants que M. Trump et ses conseillers auront du mal à détruire ». Le plan « Made in China 2025 » compte développer une industrie plus innovante et gagner en autonomie dans des secteurs clés de l'économie (information, robotique, aéronautique, espace, etc…). Enfin, les dépenses de recherche et de développement, publiques et privées, ont suivi et dépassent les 2,3 % du PIB.

- Troisième idée reçue : dans le contexte géopolitique actuel, la Chine va se ruiner dans une surenchère militaire et restera isolée du reste du monde

Ce scénario, certainement secrètement rêvé au sein des stratèges américains, a aussi très peu de chances d'advenir car la Chine a toujours évité les guerres inutiles. Certes

elle entretient des relations tendues avec plusieurs de ses voisins dont l'Inde, le Japon et la Corée du sud mais, parmi les cinq membres permanents du conseil de sécurité des Nations Unies (ONU), elle est la seule à n'avoir tiré aucun coup de feu au-delà de ses frontières en trente ans, depuis sa courte bataille navale avec le Vietnam en 1988. Si on compare avec les Etats-Unis qui ont largué, sous la présidence du « pacifiste » Barack Obama, rien qu'en 2016, plus de 26000 bombes sur sept pays, on peut soutenir que les chinois maîtrisent l'art – hérité de la morale confucéenne ou de la stratégie maoïste ?- de la retenue militaire.
Cette approche géopolitique se double de l'objectif de gagner en audience dans le monde et notamment auprès des pays en développement, une tendance évidemment renforcée par la récente fièvre punitive de D Trump . Cela n'a pas été très difficile car la plupart des voisins de la Chine redoutent sa puissance mais ont besoin de débouchés. Le commerce intra-asiatique représente à lui seul 43% des échanges des pays de la zone et la Chine relance actuellement le partenariat économique régional intégral (RCEP) un accord de libre-échange imaginé par Pékin pour contrer le partenariat transpacifique imaginé par Obama et …annulé par Trump ! Outre les dix pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-est, l'accord englobe le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde et la Corée du nord.
Si ces tendances se confirment, on peut penser qu'à l'horizon 2049 - année du centenaire de la Chine populaire - Pékin aura finalisé son réseau multipolaire de nations souveraines et partenaires reliées par un labyrinthe de ceintures et de nouvelles « Routes de la soie.» Notons que cette vision, portée par Xi Jinping repose sur une étroite coordination entre Moscou et Pékin. Les investissements prévus se comptent en centaines de milliards (peu importe la monnaie) et le président chinois a créé à cet effet la banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures (BAII) qui compte cinquante-sept fondateurs dont le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France , la Corée du Sud, l'Inde etc…. Comme on va le préciser ci-dessous, ce nouveau partage des rôles sur le plan du commerce international n'est pas une chimère, n'en déplaise aux économistes occidentaux.

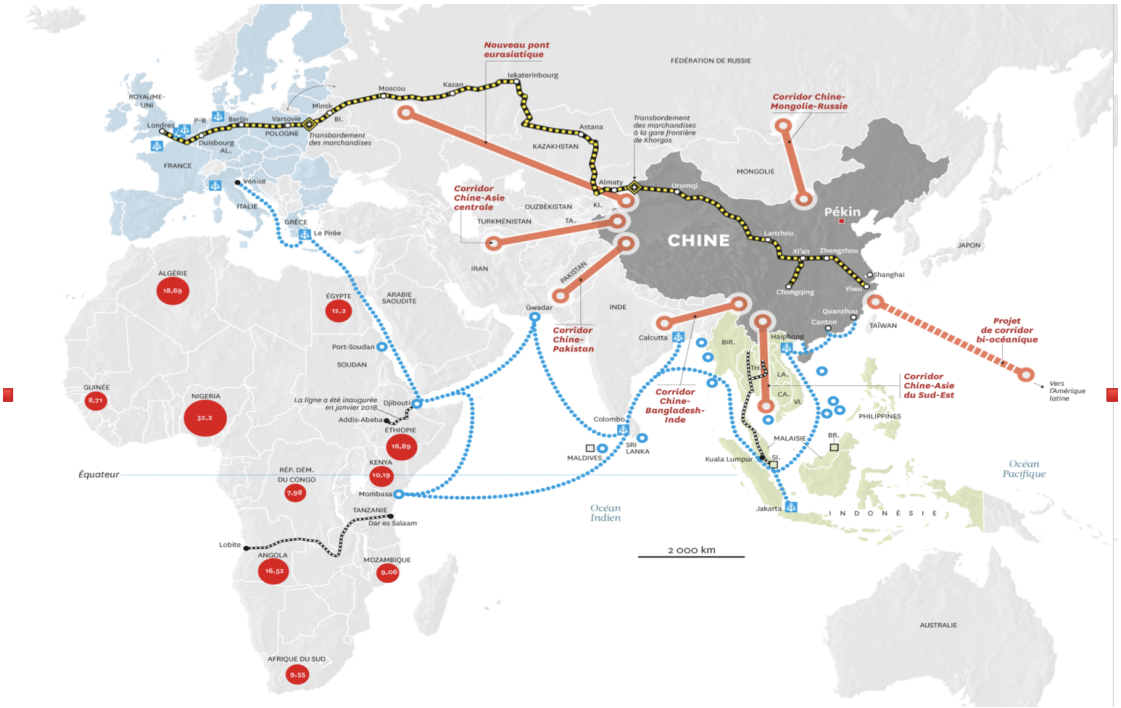
La nouvelle route de la soie ou BRI

La « nouvelle route de la soie » ou « Belt and Road Initiative » (BRI), pour bien marquer qu'il ne s'agit pas d'une simple route, est un vaste plan, dévoilé à l'automne 2013 par le gouvernement chinois. C'est l'une des priorités de la diplomatie de Xi-Jinping.

Un projet économique ?

Aux routes et voies ferroviaires reliant la Chine à l'Europe via l'Asie centrale et le Moyen Orient s'ajoute une route maritime partant de Chine jusqu'à l'Afrique de l'Est et la Méditerranée et rejoignant par l'Atlantique le terminus de la voie terrestre, bouclant ainsi la « belt » (ceinture) annoncée.
La voie terrestre, routière et ferroviaire entre la Chine et l'Europe passera par le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie, la Pologne, l'Allemagne, le Nord de la France

pour aboutir au Royaume Uni via le tunnel sous la Manche. Ajoutons que cette voie ne sera pas seulement linéaire mais comportera des ramifications (corridors) pénétrant plus à l'intérieur des pays traversés. Les productions chinoises pourront ainsi toucher la plus grande partie de l'Eurasie.
La liaison maritime, mer de Chine /Océan indien pour atteindre l'Arabie Saoudite et la côte Est de l'Afrique est compliquée et peu sûre, notamment le passage du détroit de Malacca (entre la Malaisie et Sumatra) ainsi que les golfes d'Aden et d'Oman au Sud de la presqu'île arabique. Or, ces destinations sont capitales pour la Chine qui, en 2013 importait 45% de son pétrole et 38% de son gaz naturel d'Arabie Saoudite, et d'Afrique, des matières premières de 1ère nécessité pour son industrie (75% des exportations congolaises de cuivre et près de 70% des exportations sud-africaines de fer sont destinées à la Chine). Aussi, pour pallier cette difficulté, la Chine n'a pas hésité à entreprendre la construction du corridor économique sino -pakistanais (CPEC) qui reliera la Chine au port en eau profonde de Gwadar situé sur le golfe d'Oman, ceci en traversant le Pakistan du Nord au Sud sur 2500km.
Sans aucun doute, la route de la soie ou plutôt LES routes de la soie s'inscrivent dans un besoin de sécuriser les approvisionnements et les débouchés de la Chine.Mais le projet de Xi Jinping se limite-t- il à cela?



1. De nouvelles liaisons ferroviaires
Depuis 2017, la jonction Yiwu-Londres (12 000 km en 18 jours) est opérationnelle. Elle succède à la liaison Chongqing-Duisbourg (Yuxinou) en service depuis septembre 2014.
Autre ligne en projet
Transbordement des marchandises à cause d'écartements des rails différents

2. De nouvelles liaisons maritimes
Projet de routes de la soie maritimes du XXIe siècle...
... et bases portuaires destinées à les protéger (stratégie du "collier de perles")
Investissements dans des ports par des compagnies chinoises ou honkongaises non loin des nouvelles routes de la soie maritimes

3. Axes de développement
Les corridors de développement économique définis dans la stratégie chinoise de l'Obor ("One Belt, One Road)
Membres de l'Union Européenne (UE)
Membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)

4. L'Afrique, réservoir énergétique pour les nouvelles routes chinoises
GUINÉE 8,71 TOP 10 des investissements chinois (majoritairement dans le secteur énergétique et celui du transport) sur la période 2005-2015, en milliards de dollars

Les autres aspects du projet

Certainement pas car la BRI propose, non seulement un maillage de l'espace mondial,

routier, ferroviaire et portuaire mais aussi numérique et énergétique ainsi que de favoriser les transferts de technologies et l'accès direct aux consommateurs. Par un système de prêts à taux modique et à très long terme doublé d'une aide technologique efficace, la Chine propose aux pays membres de la BRI de les aider à développer leurs infrastructures et leur industrie, bref, pour beaucoup d'entre eux, à sortir du sous-développement.

Ce projet tentaculaire, pièce maîtresse de la diplomatie de Xi Jinping, marque le passage d'une politique étrangère prudente, progressive et à finalité surtout régionale à une politique active et à finalité globale. A terme, cette initiative doit se comprendre comme un outil de restructuration de la gouvernance mondiale. Même si l'entrée de la Chine dans l'OMC (2001) a pu faire croire à la consolidation des organisations internationales dominées par les Etats - Unis, la réalité est tout autre aujourd'hui. Fini le mythe de la convergence selon lequel la Chine jouerait le jeu de la mondialisation en suivant les règles occidentales. La Chine, désormais, ne cache plus ses ambitions de devenir la première puissance mondiale à l'horizon 2049, date du centenaire de la fondation de la République populaire de Chine (RPC) et de bâtir un nouveau système international basé sur ses propres valeurs ! Ce projet monumental semble relever moins d'une « initiative » que d'un plan stratégique destiné à anticiper l'émergence, au niveau mondial, d'un pôle mené par les Etats-Unis et un autre mené par la Chine qui co-habiteraient sans chercher à s'intégrer mais pourraient être en situation de confrontation dans certaines zones. Pour réaliser ce plan, la Chine construit des institutions financières conçues d'emblée comme des alternatives à celles contrôlées par les Etats-Unis. C'est notamment le cas de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) créée en 2014 pour contourner le FMI et la Banque mondiale ou encore de la Banque asiatique de développement. Ajoutons que, sous le label des routes de la soie, trois tribunaux d'arbitrage internationaux ont été installés sur le territoire chinois. La Chine a fait le choix de la mondialisation mais en inventant son propre modèle résumé dans « le consensus de Pékin » qui répond au « consensus de Washington » du monde occidental. Alors que le second se targue d'être basé sur le libre-échange et la démocratisation, le premier prône la non-ingérence et l'absence de conditionnalité politique aux investissements économiques. On imagine aisément l'attrait de ces propos sur les anciens pays colonisés d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie !

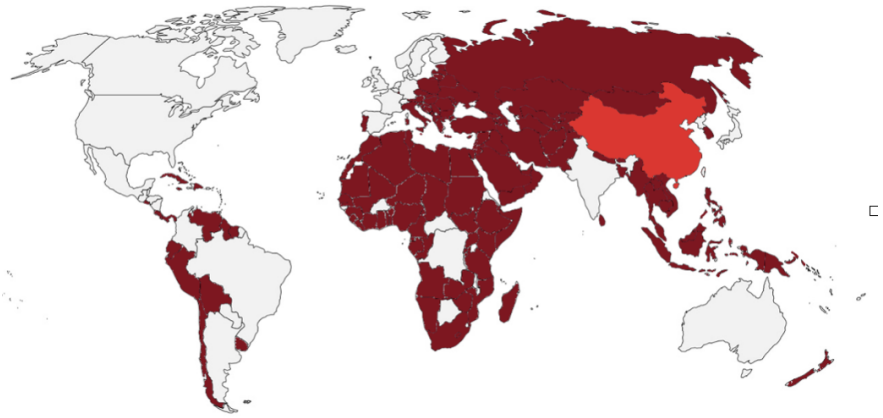
Mais la connectivité, préconisée par les autorités chinoises, semble se traduire dans les faits par un renforcement du contrôle politique grâce aux technologies de l'information et certains auteurs affirment que les investissements chinois s'accompagnent de demande de soutien diplomatique des bénéficiaires sur les dossiers épineux que la Chine doit résoudre (Hongkong, Taïwan, le Xinjiang (ouïghours) et les Droits de l'Homme).

A la différence des Etats Unis, pays jeune, la Chine entend justifier ses ambitions stratégiques par sa permanence historique pour asseoir une légitimité retrouvée. La symbolique des routes de la soie renvoie bien sûr à une histoire millénaire faite de contacts commerciaux entre l'Empire romain et l'Empire chinois.

Rêve ou réalité ?

Il semble difficile de dresser un bilan précis de l'état actuel de réalisation de ce projet titanesque. Il est néanmoins évident que les choses ont beaucoup évolué depuis 2013. En 2020, la Chine entraînait derrière elle environ150 pays situés sur tous les continents, puisqu'un nombre non négligeable de pays d'Amérique latine l'a également rejointe [(1)], et la progression géographique du projet a été régulière depuis 2013 (ce chiffre est passé de 65 environ en 2015, à une centaine en 2017 et 150 en 2020). Il s'agit essentiellement de pays en voie de développement mais pas seulement car plusieurs pays de l'UE font partie de la BRI, en particulier des pays d'Europe de l'Est [(2)] mais aussi d'Europe occidentale et méditerranéenne [(3)]. Des entreprises françaises cherchent à bénéficier des opportunités d'affaires générées par le projet mais tentent de s'affranchir du volet politique.

Sur la carte ci-dessous :
États membres de la nouvelle route de la soie en 2019. La Chine est en rouge clair et les autres membres en rouge foncé.



Voyons quelques exemples de projets en cours de réalisation. La voie ferroviaire reliant la Chine à l'Europe est la plus longue au monde. En 2016 encore, un train reliant Wuhan à Lyon a effectué le trajet soit 12 500 km en18 jours réalisant 80% d'économie par rapport à l'avion. Mais un projet de ligne à grande vitesse est en cours de déploiement pour une finalisation à l'horizon 2026. La liaison Londres/Pékin via le tunnel sous la Manche devrait ainsi prendre 48 heures.

Par ailleurs, la Chine dispose déjà de nombreux points d'appui portuaires (au Pakistan, Sri Lanka, Egypte, Grèce, Maroc, Namibie) permettant de relier la mer de Chine, l'Océan Indien et la Méditerranée et elle projette de multiplier ses bases militaires sur le modèle de celle de Djibouti, essentielle pour surveiller l'approche de l'Arabie Saoudite.

Cette croissance se note aussi au niveau sectoriel, passant du domaine des transports à des projets plus larges : énergie, télécommunications, parcs industriels, projets touristiques, douaniers et juridiques. A cet égard, le corridor sino-pakistanais fait l'objet de toutes les priorités. Crucial pour la Chine afin de gagner beaucoup de temps

dans l'acheminement des précieuses matières premières originaires d'Arabie saoudite et d'Afrique, mais aussi pour éviter les piratages, fréquents en mer de Chine méridionale, dans le détroit de Malacca et la mer d'Oman tout particulièrement ; il est aussi considéré par la Chine comme vital pour maintenir le commerce chinois en cas de conflit international.
Aussi, ce corridor semble être actuellement la partie la plus développée de cet immense chantier incluant des centrales à charbon, des autoroutes à six voies, des pipelines, des chemins de fer, le raccordement à la fibre optique…. Mais les difficultés rencontrées par la Chine pour la réalisation de ce projet titanesque sont, elles aussi d'importance et semblent s'accroitre ces derniers temps à cause de la crise économique mondiale.
En avril 2020, le Pakistan est intervenu auprès de la Chine pour réclamer une révision de ses conditions de remboursement pour la construction des infrastructures du corridor sino-pakistanais, vitales au projet comme on vient de le voir.
A partir de là, de plus en plus de pays membres, la plupart africains mais pas seulement, font état de leurs difficultés à concilier plan de soutien à leur économie et remboursement des prêts accordés. Certains d'entre eux, conscients de l'apport économique de ce projet, deviennent même progressivement dubitatifs quant à leur autonomie. Ils craignent que l'envolée de leur endettement les rende vulnérables à moyen terme, au point de devoir céder leurs infrastructures à la Chine. Plusieurs mouvements indépendantistes pakistanais et du S-E asiatique ont même suscité des attentats ces dernières années (4) contre la BRI qu'ils considèrent comme un outil de spoliation des richesses de leurs pays.

Ces multiples problèmes s'ajoutent à ceux, non moins importants, que la Chine doit affronter tant sur le plan national, notamment pour régler le statut de Hong kong, et celui de Taïwan, qu'international pour répondre aux nombreuses critiques concernant les Droits de l'Homme particulièrement en ce qui concerne les Ouïghours actuellement.
La Chine pourra-t-elle faire face sur tous ces fronts et dans quels délais ? De plus, cet ambitieux projet de rassembler l'essentiel de l'Eurasie et des pays en voie de développement sous sa houlette, pour constituer un ordre international nouveau, concurrent de l'ordre libéral occidental conduit par les Etats-Unis pourra-t-il se réaliser sans affrontement ?

(1)Salvador- Costa Rica- Panama-
Venezuela- Guyana- Suriname – Equateur- Pérou- Boivie- Chli – Uruguay.

(2) Pologne- République tchèque-Slovaquie-Hongrie-Roumanie-Bulgarie-

(3)Luxembourg- Portugal- Italie- Autriche- Slovénie-Croatie- Grèce -Malte- Chypre

(4)En novembre 2018 : attaque du Consulat chinois de Karachi par le Comité de libération du Balouchistan : 4 morts.
En 2019: attaque du port de Gwadar, aboutissement du corridor sino-pakistanais sur le

golfe d'Oman : 9 morts et 6 blessés .

- Quatrième idée reçue : dans la récente guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, la Chine va plier rapidement

Erreur encore. Pour comprendre la nature de la guerre commerciale qui oppose actuellement les Etats-Unis et la Chine, il faut remonter aux années 80-90.

Un peu d'histoire

Les années 90 ont vu la généralisation du modèle américain dit de capitalisme de marché. Sous l'appellation de « consensus de Washington », le Trésor américain et le FMI ont mis en œuvre un vaste programme de libéralisation , de dérèglementation et de privatisations qui a été imposé à l'ensemble des pays et principalement aux plus endettés donc plus vulnérables. Partout, les politiques étatistes et protectionnistes ont du céder la place aux investissements internationaux. Couplé à la chute de l'union soviétique, ce processus a créé les conditions d'un âge d'or du capitalisme international et financier.

A cette époque les élites américaines considéraient la Chine comme une alliée et non comme une rivale. La Chine jouait le jeu. Elle entamait une libéralisation partielle de son marché intérieur et une ouverture aux investissements étrangers. Elle s'intégrait dans l'économie mondialisée en s'accommodant avec les Etats-Unis pour ne pas compromettre la transition. La Chine devint peu à peu la destination principale des Investissements Directs Etrangers (IDE) mais la majeure partie de ces investissements était destinée à des secteurs à faible valeur ajoutée, comme le textile ou à des industries de transformation comme l'assemblage d'équipements électriques et électroniques avec des composants fabriqués hors de Chine, pour des entreprises mondiales qui possédaient les droits de propriété intellectuelle sur les produits. Les gains de la Chine étaient faibles tandis que les gains des sociétés transnationales étaient énormes.

Un tournant

La situation a évolué à partir de la fin des années 2000. L'appropriation technologique, par le biais de transferts obligatoires pour les investisseurs étrangers et la modernisation industrielle menée par l'Etat ont permis à la Chine de capter une part croissante de la valeur ajoutée. Comme on l'a vu, la Chine est devenu un pays « riche » où le produit intérieur brut par habitant est passé de 194 dollars en 1980 à 9174 dollars en 2015 sous l'impulsion d'un Etat fort qui a su développer des conglomérats industriels nationaux, notamment dans les télécommunications, les transports maritimes et les trains à grande vitesse. Les dirigeants américains ont alors commencé à s'inquiéter de cette montée en puissance. En 2015, M Barack Obama déclarait : « la Chine veut écrire les règles pour la région du monde qui connaît la croissance la plus rapide. Pourquoi la laisserait-on faire ? Nous devrions écrire ces règles ». En juin 2016, peu de temps avant d'être élu, M. Donald Trump dénonçait les pratiques économiques chinoises et le partenariat transpacifique comme une des causes principales du déclin du secteur industriel de son pays. La guerre commerciale était lancée…

Mesures répressives contre la Chine

Elles ne cessent de monter en intensité depuis 2017, fortement alimentées il est vrai par D Trump. De la part des Etats-Unis, cela a d'abord été la tactique dite de l'endiguement qui vise à contenir la montée en puissance de la Chine. Pour cela ils ont réduit l'accès des importations d'origine chinoise sur le marché américain, exclu les entreprises chinoises des secteurs de la haute technologie où ils ont une avancée significative, contesté les revendications territoriales de Pékin en mer de Chine méridionale et enfin imposé des contrôles stricts pour les visas des étudiants chinois. L'escalade a continué en 2018 avec la taxation de 5745 produits chinois à laquelle la Chine a répondu en faisant de même sur 5200 produits américains…Parmi les derniers épisodes de cette surenchère, le 10 juin 2019, M Trump a déclaré qu'il imposerait des droits de douane de 25 % sur toutes les importations d'origine chinoise si ce pays ne respectait pas les exigences des Etats-Unis !!

Mesures répressives contre les sociétés

Plus grave encore, les Etats-Unis s'attaquent maintenant aux sociétés transnationales, qu'elles soient américaines ou non, qui ont fait de la Chine une plate-forme d'assemblage et de production. Leur but est qu'un conflit commercial durable associé à des normes de sécurité contraignantes entraine des coûts prohibitifs pour les entreprises transnationales et les poussent à se désinvestir de la Chine et à mettre fin aux transferts de technologie et autres formes de coopération commerciale, telle la vente de puces à Huawei par les sociétés américaines Intel et Micron. Il faut noter que cela affecte aussi les entreprises non américaines, puisque les lois et les réglementations américaines ont une portée mondiale : elles s'appliquent à tous les produits ou processus qui comprennent des composants fabriqués aux Etats-Unis ou des droits de propriété intellectuelle incorporés. A l'avenir, elles pourraient s'appliquer à toutes les entreprises qui utilisent le dollar dans leur transaction, comme c'est le cas pour le blocus mondial actuel de l'Iran décidé par Washington.

La pandémie

La pandémie n'a pas freiné la politique répressive de Washington. Des lois pour contraindre les entreprises pharmaceutiques à produire et à s'approvisionner aux Etats-Unis sont en cours de préparation, ainsi qu'une série de nouvelles restrictions sur les exportations de composants technologiques vers la Chine. Le secrétaire d'Etat Michael Pompeo et de nombreux élus dans les deux Chambres du Congrès ont accusé Pékin de dissimuler les sources de la pandémie voire de l'avoir délibérément laissé s'étendre afin que la Chine n'en soit pas la seule victime économique. Certains, comme le sénateur américain Lindsey Graham, président de la commission judiciaire du Sénat, ont réclamé l'annulation de la dette américaine envers la Chine, l'application d'un « tarif pandémie » sur les marchandises chinoises et des sanctions contre les fonctionnaires chinois pour « négligence grave et tromperie délibérée » dans la gestion de la pandémie. Tout récemment, Washington a annoncé le retrait des Etats-Unis de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) qu'il accuse d'être aux mains de la Chine et un peu plus tard il a imposé la fermeture du consulat chinois à Houston.

Conséquences et effets boomerang

La puissance de l'économie américaine est telle qu'il est difficile de nier que ces

agressions commerciales ont eu des résultats tangibles. Ainsi, Foxconn (Hon Hai Precision Industry), gigantesque entreprise taïwanaise qui assure l'assemblage en Chine de produits Apple, a annoncé en avril 2019 des plans de diversification de sa chaine en direction de l'Inde et du Vietnam (deux pays rivaux de la Chine) et depuis février 2019, plus de soixante sociétés taïwanaises ont commencé à rapatrier leur production de la Chine continentale à Taïwan soutenues par un programme incitatif du gouvernement de Taipei. Des dizaines d'entreprises américaines et japonaises se sont désinvesti aussi de la Chine en se tournant vers le Mexique, l'Inde et le Vietnam. L'Etat japonais a prévu dans son programme de subventionner à hauteur de 2,2 milliards de dollars la délocalisation de sociétés nippones hors de Chine.
Mais deux éléments viennent compliquer la situation.
Il y a d'une part le très haut degré d'interdépendance des économies lié à la segmentation transnationale des modes de production – recherche, design, extraction de matières premières, production des composants, assemblage, commercialisation – dans des sites industriels et géographiques spécialisés en fonction de leurs avantages comparatifs. Par exemple, Apple s'approvisionne auprès de deux cents sous-traitants en grande majorité d'origine asiatique – Chine (39%), Taïwan et Asie du Sud-Est (23%), Japon (16%) – situés dans vingt-quatre pays différents et Nike a des usines de sous-traitants dans quarante pays et s'approvisionne en matières premières dans onze autres sur tous les continents mais surtout en Chine. Pour ces entreprises, le démantèlement de leurs plates-formes chinoises serait un processus coûteux et ardu et la relocalisation aux Etats-Unis réduirait considérablement leurs marges bénéficiaires. Cette complexité explique aussi pourquoi l'administration Trump n'a pas réussi à embarquer ses alliés asiatiques dans une croisade antichinoise. Ni l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Anase) ni la coopération économique Asie-Pacifique (APEC) n'ont pu isoler la Chine.
Ensuite, il serait naïf de penser que la Chine pliera rapidement sous la pression. Comme on l'a dit, son économie est relativement florissante et elle est prête pour une bataille commerciale à long terme avec les Etats-Unis. De son côté, l'opinion publique chinoise est favorable à ce que son gouvernement prenne des contre-mesures sévères. Celles-ci ont déjà des effets sur les agriculteurs américains qui, avec la hausse des droits de douane, voient leur vente baisser, notamment pour les céréales, le porc et le bœuf, d'autant que Pékin a supprimé les taxes sur le soja importé du Bangladesh, d'Inde et de Corée du Nord et fait son marché au Brésil ou en Australie pour les céréales et la viande. En mars dernier, l'agence de presse chinoise officielle Xinhua rappelait que « Plus de 90% des médicaments importés aux Etats-Unis sont liés à la Chine » ajoutant que celle-ci pourrait fermer ses frontières et laisser les Etats-Unis plonger « dans une mer de coronavirus ». Heureusement conclut l'agence « le gouvernement et le peuple chinois n'agiront pas ainsi ». On respire…
On le voit, ce bras de fer risque de dépasser la simple question commerciale. C'est tout un ordre international qui risque d'être bouleversé avec des répercussions sur les plans géostratégique et militaire.

- Cinquième idée reçue : au XXIème siècle l'ascension de la Chine sera irrésistible

Malgré le constat qui vient d'être fait d'une puissance économique indéniable, une autre erreur d'appréciation serait certainement de sous-estimer les vulnérabilités de l'Etat chinois. Car l'accès continu au marché mondial est devenu un enjeu essentiel pour ce pays (le ratio du commerce dans son produit intérieur brut est de 38%) et les mesures punitives des Etats-Unis, si elles devaient se prolonger, auraient un impact indéniable. D'autre part, sa dépendance externe en matière énergétique et agricole a crû constamment ces dernières décennies et sa sécurité alimentaire, relativement aux contraintes écologiques, constitue un défi majeur : 20% des terres arables en Chine ont été écologiquement dégradées par l'agriculture intensive.

La pêche

Autre point noir de l'économie chinoise : la pêche. Obsédée par son autosuffisance alimentaire, la Chine affiche en effet les pires scores mondiaux en matière de pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Dans le cadre d'un secteur très subventionné par l'Etat chinois (7 milliards de dollars en 2018), des milliers de navires chinois de haute pêche – on ne sait pas le nombre exact - pratiquent une surpêche systématique qui a amenuisé la plupart des stocks de poissons bordant les côtes. La Chine a aussi accordé, entre 2015 et 2019, plus de 250 millions de dollars de subvention au secteur de l'aquaculture et cette mesure pose d'énormes problèmes car pour engraisser leur stock, la plupart des fermes d'élevage utilisent de la farine de… poisson ! On voit la stupidité de cette pratique quand on sait qu'avant d'arriver sur un étal, un thon d'élevage aura ingurgité quinze fois son poids sous forme de farine. Cette boulimie de farine de poisson accélère l'épuisement des ressources halieutiques, encourage la pêche illégale, déstabilise les réseaux trophiques marins et prive les habitants des pays pauvres de protéines indispensables. Notons que cette surpopulation navale s'accompagne d'une intensification des rivalités autour des lieux de pêche qui conduit à des tensions diplomatiques et parfois à des confrontations violentes. Certains navires chinois forment de véritables « milices civiles » qui sont envoyées par le gouvernement chinois dans les zones de conflit à des fins de surveillance mais aussi pour intimider et détruire des bateaux de pêche ou de police étrangers.

Trois zones de tension

La Chine devra par ailleurs résoudre trois points de tensions à l'intensité croissante. **Hong Kong,** tout d'abord, est redevenu le cœur d'une confrontation entre la Chine et les puissances étrangères, 179 ans après la cession forcée de l'île à l'Angleterre. Depuis son retour à la Chine en 1997 l'ancienne colonie bénéficie d'un haut degré d'autonomie en vertu du principe « un pays, deux systèmes ». Selon l'accord sino-britannique de 1984, les deux entités doivent harmoniser leur gouvernance d'ici 2047 et, à chaque modification de la législation, les Hongkongais descendent dans la rue pour dénoncer les entraves à leur autonomie. Evidemment certains pans de l'opposition tentent d'internationaliser le conflit et les Etats-Unis n'hésitent pas à s'engouffrer dans la brèche pour déstabiliser la Chine. L'enjeu est politique et économique puisque la zone est le siège régional de plus de 1500 multinationales ! Ensuite **Taïwan** (anciennement appelée Formose). On sait que la république de Chine et la république populaire de Chine revendiquent chacune la pleine et légitime

souveraineté sur la totalité du territoire chinois (Chine continentale et île de Taïwan). Dans les faits, Taïwan (23 millions d'habitants) a une indépendance administrative et politique par rapport au continent, mais son indépendance n'a jamais été proclamée ni par le gouvernement de l'île, ni par celui du continent. Taïwan n'est reconnue comme Etat que par quatorze pays dans le monde et elle est considérée par l'ONU comme une province de la République Populaire de Chine, et par le gouvernement de Taïwan comme une province de la République de Chine, selon les dispositions de sa Constitution d'avant 1949. En 2017, D Trump a autorisé une vente d'armes pour 1,3 milliard de dollars à Taïwan en violation de plusieurs communiqués sino-américains garantissant le principe d'une seule Chine. En retour le chef du département d'état-major Li Zuocheng a répliqué : « Si la possibilité d'une réunion pacifique échoue, les forces armées populaires prendront toutes les mesures nécessaires pour écraser tout complot ou action séparatiste ». Le décor est planté !
Dernier secteur sensible, Pékin renforce ses positions en mer de Chine méridionale où transite un tiers du commerce mondial. Elle aurait entamé, selon des images satellites, la construction d'un troisième porte-avions affichant l'ambition de devenir la puissance dominante dans cette région où les Etats-Unis étaient le leader incontesté depuis la fin de la guerre froide…
Ce qui est sûr par contre c'est qu'en Chine actuellement la liberté de la presse est très réduite et que la difficulté qu'ont les journalistes chinois ou étrangers à produire une information fiable alimente ces discours contradictoires.
De nouvelles voix s'élèvent en Chine pour demander des réformes et pour en appeler à au retour de la culture chinoise traditionnelle à travers « la tianxia » un système universel et ouvert. Pour continuer son ascension, le système politique chinois devra donc évoluer en phase avec sa situation économique et sociale et, à beaucoup d'égards, il a déjà commencé à le faire. Ainsi en 1980, aucun habitant de la Chine n'était autorisé à voyager outre-mer en tant que touriste. En 2018, près de 134 millions de chinois sont allées à l'étranger puis sont rentrées chez elles de leur propre gré. De même, depuis quelques années des milliers de jeunes chinois sont allés goûter la liberté occidentale sur des campus américains mais, en 2017, huit étudiants sur dix n'en ont pas moins choisi de rentrer chez eux…

Sources :

- *« L'affolement du monde »* Thomas Gomart Ed Texto
- Journal *« Le monde diplomatique »* et les auteurs Philip S. Golub, Ian Urbina, Kishore Mahbubani, Martine Bulard
- *« Le monde contemporain »* Ed Bordas (1968)

-Sixième idée reçue : La Chine serait coupable de génocide hier au Tibet aujourd'hui au Xinjiang

En 2008, une campagne, largement orchestrée de l'étranger, visant à boycotter les J.O. de Pékin, a dégénéré le 14 mars à Lhassa, lorsque des Tibétains, parmi lesquels des moines, ont saccagé et incendié de nombreux édifices publics et privés, et sauvagement assassiné une vingtaine de Chinois Han. Pékin a dû réagir et arrêter les

responsables de ces crimes. Les organisations de défense des droits de l'homme ont alors accusé la Chine d'un génocide culturel, linguistique et religieux du Tibet.Or, avant 1959, le Tibet était une théocratie féodale où les paysans étaient soumis au servage et devaient entretenir une importante communauté de moines parasites qui vivaient sans travailler. Le peuple tibétain misérable était au bord de l'extinction. La tibétologue Françoise Robin (1) maître de conférences à l'INALCO, constate que les Tibétains de Chine vivent beaucoup mieux aujourd'hui qu'ils ne l'ont été dans l'Ancien Régime, et elle reconnaît que « la nouvelle ère s'est traduite, dès l'arrivée de l'armée populaire de libération dans les années 1950, par une modernisation spectaculaire des infrastructures du Tibet, pour ainsi dire inexistantes », une modernisation qui « très tôt, se veut sociale, avec la construction d'écoles et d'hôpitaux ».
Aujourd'hui, les médias ont braqué les projecteurs sur le Xinjiang, l'une des 5 régions autonomes de la Chine, peuplée de plusieurs ethnies dont celle des Ouïghours, une population turcophone musulmane sunnite.

Voici quelques titres lus dans nos grands médias :



« Comment les Ouïghours sont persécutés par l'État chinois »
« Ouïghours : un génocide est-il en cours en Chine ? »
« Des millions de Ouïghours sont détenus dans des camps de concentration » etc.(voir lien)

Au coeur de cette campagne médiatique se trouve le World Uyghur Congress (WUC), une organisation internationale ouïghour qui prétend être engagée dans une lutte pacifique et démocratique pour les droits de l'homme. C'est un organisme basé à Washington, financé par les Etats-Unis, qui pilote une campagne séparatiste visant à déstabiliser la région du Xinjiang avec pour but ultime un « changement de régime » en Chine . *(voir lien)*

Que répond Pékin ?
Les autorités chinoises expliquent leur politique dans le Xinjiang par la nécessité de

lutter contre la violence, le terrorisme et le séparatisme car de nombreux attentats meurtriers ont été perpétrés par des séparatistes ou des islamistes ouïghours. Parmi les plus importantes attaques, on retient un attentat suicide à la voiture piégée sur la place Tiananmen à Pékin le 28 octobre 2013 qui a fait cinq morts et 40 blessés, une attaque au couteau à la gare de Kunming (capitale du Yunnan) le 1er mars 2014 qui a fait 29 morts et 130 blessés, une valise piégée à la gare d'Urumqi (capitale du Xinjiang) le 30 avril 2014 qui a fait trois morts et 79 blessés, ou encore un double attentat suicide à la voiture piégée sur un marché à ciel ouvert d'Urumqi le 22 mai de la même année qui a fait 31 morts et 94 blessés. Le 18 septembre 2015 c'est l'assassinat d'une cinquantaine de travailleurs d'une mine de charbon. Ces attaques ont toutes été perpétrées par des militants ouïghours, et certaines d'entre elles ont été revendiquées par le Parti islamique du Turkestan (PIT), organisation séparatiste islamiste luttant pour l'indépendance du Xinjiang. Plusieurs milliers de combattants Ouïghours ont rejoint Daesh en Syrie.

Le gouvernement chinois reconnaît avoir condamné 13 000 personnes pour terrorisme et 30 000 personnes pour des activités illégales plus particulièrement des jeunes gens qui sont allés faire le djihad en Syrie. Mais elle dit avoir appris de l'Occident, et dit avoir compris qu'elle ne va pas s'en sortir avec des peines de prison. Elle a réagi à ce phénomène de radicalisation en mettant sur pied des centres de dé-radicalisation d'un côté, mais aussi en élevant le niveau d'étude et de formation, en ouvrant des centres de formation professionnelle. Des sources vérifiables disent qu'il s'agit bel et bien de centres de formation et non de camps de concentration comme le répète à l'envi nos médias. Ainsi la Banque mondiale (qu'on ne peut pas vraiment soupçonner de propagande pro-communiste) est allée sur place pour vérifier les centres de formations qu'elle a subventionnés et elle a réfuté les accusations concernant les centres concernés. Même s'il est probable que la rééducation se fasse avec des méthodes autoritaires, on ne peut parler de camps de concentration qui ressembleraient aux camps nazis. Cette dé-radicalisation semble efficace car cela fait au moins 4 ans que plus aucun attentat n'a eu lieu en Chine.

Washington multiplie les mises en garde et les mesures punitives anti-chinoises, accusant Pékin de violer les droits de l'homme dans le Xinjiang. La raison n'est pas humanitaire mais économique, stratégique et commerciale : le Xinjiang est la seconde région productrice de pétrole du pays, il fournit un tiers de la consommation nationale en gaz naturel, il est le premier producteur de charbon avec 40% des réserves nationales. On y trouve le plus grand gisement d'uranium du pays et les plus grandes réserves mondiales de terres rares. Ajoutez à cela les passages de gazoducs et d'oléoducs et le lieu de transit des « nouvelles routes de la soie ». Un Xinjiang indépendant, allié des Etats-Unis, serait une formidable victoire pour le clan occidental et un brutal arrêt du projet BRI ….

Sources

(1) La tibétologue Françoise Robin, maître de conférences à l'INALCO, (Institut National des Langues et Civilisations Orientales) a publié en 2011, un petit livre qui

porte le titre « Clichés tibétains : idées reçues sur le toit du monde ». Elle dénonce même la propagande de Dharamsala qui parle d'un « génocide culturel » au Tibet, en soulignant que « la création artistique et intellectuelle (littérature, musique, peinture, sculpture et, depuis peu, cinéma) est plus vivace au Tibet qu'en exil », et qu'on a pu y assister à « l'éclosion de formes culturelles et artistiques à la fois issues de la tradition et inscrites dans le contemporain ».

(2) *Ouïghours Pour en finir avec les" fake news"*
Maxime Vivas . Editions La route de la soie. Paris